

 UNION EUROPEENNE		 www.cg974.fr	
Programme de développement rural de La Réunion 2023-2027 FEADER Type d'Opération : 8-3-1 Défense des forêts contre l'incendie Aide à l'adoption de mesures de prévention			

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES COUPURE DE COMBUSTIBLE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN <small>(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)</small>
MARCHE PONCTUEL n° 2025-7302-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles relative au débroussaillage de pistes de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) et de zones d'interface forêt/habitat.

Les prestations sont précisées au Cahier des Clauses Techniques (CCTP) du présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Régionale de la Réunion
Agence Travaux de la Réunion

Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est M Adrien FRANCK Directeur de l'agence travaux de l'Office national des forêts de la Réunion.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE.....	4
1.3. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU MARCHE.....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DU MARCHE	4
2.2. PROCEDURE.....	5
2.3. CLASSIFICATION CPV	5
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL	5
3.1. FORME DU MARCHE	5
3.1.1. Décomposition en lots	5
LE MARCHE DE SERVICES FORESTIERS DU PRESENT DOSSIER DE CONSULTATION EST CONSTITUE DE 3 LOTS EN RAISON DE LA LOCALISATION DES TRAVAUX EN APPLICATIONS DE L'ARTICLE L-2113-11 DU CCP. CES LOTS SONT COMPOSES DE TRANCHES FERMES ET DE TRANCHES OPTIONNELLES.	
3.2. SOUS-TRAITANCE	5
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
5.1. ÉTAT INDICATIF DU (DES) CHANTIER(S) - COMMANDE PREVUE	6
5.2. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	6
5.2.1. Gestion des déchets de chantier.....	6
6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
6.1. UNITE MONETAIRE	6
6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	6
6.1.1. Nature des prix.....	6
6.1.2. Contenu des prix	7
6.2. INDEMNISATION.....	7
6.3. VARIATION DANS LES PRIX	7
6.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	7
6.4.1. Avance.....	7
6.4.2. Acomptes.....	7
6.4.3. Facturation	7
6.4.4. Transmission des factures.....	7
6.4.5. Paiement des sous-traitants.....	8
6.4.6. Délai global de paiement.....	8
6.4.7. Nantissement ou cession de créance.....	8
7 DELAI D'EXECUTION - PENALITES	8
7.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
7.2. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION	9
7.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	9
7.4. RETARD IMPUTABLE A L'ONF.....	9
8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
8.1. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	9
8-1.1 Principes généraux.....	9
8-1.2 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	10
8-1.3 Installation des chantiers de l'entreprise.....	10
8-1.4 Lieux de dépôt provisoire ou définitif.....	10
8-1.5 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	10

8-1.6	Utilisation des voies publiques.....	11
8-1.7	Réunions.....	11
8-1.8	Incendie.....	11
9	DROIT, LANGUE.....	11
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	12
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	12
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	12
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	12
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	12
11	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Régionale de la Réunion, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00802 dont le siège est Boulevard de la Providence CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur Adrien FRANCK, Directeur de l'agence travaux de l'Office National des Forêts de la Réunion.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le Directeur de l'Agence Travaux de la Réunion agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2021.01 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

Adrien FRANCK
Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 06.92.34.52.05

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Thierry EME
Coordinateur DFCI
Direction Régionale de la Réunion
Boulevard de La Providence – CS 71072-97404 Saint Denis Cedex
Téléphone : 0693 93 17 80 – Email : thierry.eme@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction régionale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles relative au débroussaillage de pistes de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) et de zones d'interface forêts/habitat.

Les prestations sont précisées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Les prestations font l'objet de 3 lots en raison de la nature et de la localisation des travaux. Ces lots sont composés de tranches fermes et de tranches optionnelles.

Lot n°1 – Piste du Massif des Hauts de St Denis : la Providence

Lot n°2 – Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent : Oméga, Haut Tévelave (partie basse), L'Eperon, l'Echelle, 1800 Nord (partie), Palmiste (partie), Bolon (partie), Camélias, Bernica, Eucalyptus, Accès antenne Piton Fougère, Caverne tabac

Lot n°3 – Pistes de L'Etang Salé : Tamarins, Tir aux Pigeons, la Butte (parties Est et Ouest), Chemin de la Tour

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PONCTUEL

3.1. Forme du marché

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 3 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestation(s) Principales	quantité de commande ferme prévue	quantité de commande optionnelle prévue	Lieux d'exécution
1	Massif des Hauts de St Denis	3,54 ha	néant	- Piste du Massif des Hauts de St Denis : la Providence
2	Massif des Hauts sous le Vent	14,67 ha	23,84 ha	– Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent : Oméga, Haut Tévelave (partie basse), L'Eperon, l'Echelle, 1800 Nord (partie), Palmiste (partie), Bolon (partie), Camélias, Bernica, Eucalyptus, Accès antenne Piton Fougère, Caverne tabac
3	Massif de l'Etang salé	14,31 ha	4,67 ha	– Pistes de L'Etang Salé : Tamarins, Tir aux Pigeons, la Butte (parties Est et Ouest), Chemin de la Tour,

Le marché de services forestiers du présent dossier de consultation est constitué de 3 lots en raison de la localisation des travaux en applications de l'article L-2113-11 du CCP. Ces lots sont composés **de tranches fermes et de tranches optionnelles**.

3.2. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. État indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.

5.2.1. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité de l'acheteur en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ces déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de, ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de traçabilité.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.1. Forme et contenu des prix

6.1.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités effectivement travaillées (surface), le prix unitaire (à l'hectare) figurant dans le BPU.

6.1.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.2. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Aucune avance ne sera versée

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2025-7302-001 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-7302-001
- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.

- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311600802
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 DELAI D'EXECUTION - PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

7.1. Délai d'exécution des travaux

Le candidat devra exécuter les travaux **avant le 31 août 2025**. Ce délai comprend la période de préparation de chantier fixée à 15 jours calendaires et la réalisation des travaux.

L'entreprise sélectionnée, devra commencer les travaux au maximum 15 jours après la notification du marché.

Son programme de travaux à joindre dans son mémoire technique devra être établi en tenant compte de cet impératif.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai global d'exécution.

7.2. Pénalités pour retard d'exécution

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues au Titulaire.

Par dérogation à l'article 8-1-1 du CCAG de services forestiers en forêt domaniale, le titulaire pourra subir, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 500 €.

Le délai contractuel défini est le 31/08/2025.

7.3. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.4. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Etudes d'exécution des ouvrages

Le délai de la période de préparation est de 15 jours calendaire y compris la rédaction du plan particulier de prévention des risques de niveau. Ce délai débute à compter de la réception par le titulaire de l'Ordre de service de démarrage du chantier.

Les documents suivants devront être établis et validés par le responsable du chantier pendant la période de préparation :

- Le programme d'exécution des travaux avec le planning détaillé,
- Le Plan particulier de prévention des risques et de mise en sécurité,
- Le nom du représentant qualifié de l'Entrepreneur, pour recevoir et faire exécuter les ordres ou observations du responsable du chantier ou de son représentant,
- Le nom des éventuels sous-traitants et leurs PAQ,

Dès qu'une modification en cours d'exécution a une incidence sur les quantités du marché, l'Entrepreneur devra alerter le Responsable du Chantier pour accord préalable.

8-1.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ». **En l'absence de coordination de sécurité, le titulaire devra de toute façon établir un plan de prévention des risques dans le PAQ.**

En cas de co-activité, et en l'absence de coordinateur Sécurité, chaque entreprise devra satisfaire aux exigences de l'ONF au titre de la sécurité. Selon la catégorie de l'opération et la présence de risques particuliers, l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sera requis, après inspection commune organisée par le maître d'œuvre. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Le principal objectif sera l'établissement de distances de sécurité minimales entre les personnels d'entreprises différentes sur un même chantier.

En cas de co-activité déclarée en cours d'exécution du marché, nécessitant une mission SPS non prévue initialement, on rappelle que la décision d'engager cette mission relève de la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur. Dans ce cas de figure, les PPSPS seront remis au coordonnateur SPS dans un délai de 5 jours à compter de la remise du PGCSPPS par celui-ci.

Autorité du coordonnateur SPS (en cas de mission de coordination)

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le Coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, comme il le fait pour le représentant du Maître d'œuvre. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

8-1.2 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

8-1.3 Installation des chantiers de l'entreprise

Les emplacements nécessaires aux installations de chantier sont mis gratuitement à la disposition du titulaire.

Du fait de l'itinérance des chantiers de débroussaillage à réaliser sur plusieurs kilomètres, les installations de chantier pourront être réduites à leur strict minimum. Il n'est pas demandé la mise en place de module type algéco pour les réunions de chantier. Le projet des installations de chantier devra indiquer la localisation envisagée des installations de chantier pour chaque coupe de combustible à réaliser.

8-1.4 Lieux de dépôt provisoire ou définitif

Les lieux de dépôt provisoires sont mis à disposition de l'entrepreneur gratuitement par le maître de l'ouvrage en bordure des espaces à débroussailler.

8-1.5 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Avant le début des travaux et pendant toute leur durée, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier ;

Les pistes et coupures de combustibles n'étant pas ouvertes à la circulation publique, une signalisation adaptée, à l'attention des éventuels randonneurs, devra être mise en place sur chaque point d'accès de la coupe de combustible à entretenir. Elle devra explicitement mentionner la présence de travaux forestiers et l'interdiction d'accès au chantier. La fermeture des accès au chantier sera rendue effective par la mise en place de barrières et/ou de rubalise en travers des accès.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

8-1.6 Utilisation des voies publiques

L'entrepreneur se référera à l'accord préalable de permission de voirie. Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

L'Entrepreneur supportera l'intégralité des dégradations causées à l'occasion des travaux aux voies publiques et privées.

Les dégradations seront réparées à la charge de l'entreprise. Dans l'attente de la réparation l'entreprise mettra en place, à sa charge, la signalisation et les dispositifs de sécurité nécessaires à la sécurité des usagers.

Les réparations seront dans tous les cas définies en accord avec le service gestionnaire des voiries concernées.

8-1.7 Réunions

Sur convocation du maître d'œuvre, l'entrepreneur est tenu de participer aux réunions de chantier, de coordination, organisées par le maître d'œuvre, sous peine de pénalités.

8-1.8 Incendie

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans des espaces naturels sensibles aux incendies de forêts et que les travaux à réaliser ont pour objectif de réduire ce risque en limitant le développement de la végétation sur des axes stratégiques.

En conséquence de quoi :

- L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour réduire ce risque. Celles-ci seront présentées dans son mémoire technique au moment de la présentation de son offre ;
- L'usage du feu est interdit sur le chantier ;
- Des moyens d'extinction rapide d'un éventuel départ de feu devront être présents sur le chantier à proximité immédiate des zones de travail ou dans les engins de chantier en cas de mécanisation ;
- En cas de mécanisation, les engins utilisés seront déposés en fin de journée sur les espaces définis conjointement avec l'ONF, hors zone dense de végétation et sur des espaces propres au sol ;
- L'Entrepreneur devra, préalablement à toute activité sur son chantier, prendre contact avec le Service départemental de la lutte contre l'incendie pour signaler son activité et solliciter ses instructions. Il devra, à ses frais, prendre toutes les précautions utiles et observer toutes les consignes prescrites par ce service.

L'entrepreneur supportera seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.

11 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG Services Forestiers comme indiqué ci après :

CCATP		CCAG de services forestiers	
Article	Libellé	Article	Libellé
7	Pénalité	8-1-1	Pénalité

Saint Denis, le 11 mars 2025

Le directeur de l'agence travaux
De l'Office National des Forêts de la Réunion
Adrien FRANCK